

# Les lobbies perdent un round

**Pétroliers, charbonniers et autres opposants à tout engagement contraignant n'ont pas été suivis à Kyoto. S'ils ne peuvent plus vraiment nier la réalité du risque climatique, ils invoquent les conséquences économiques des mesures de réduction.**

**Yves Leers**

Journaliste à l'AFP\*

**L**es lobbies industriels se sont affichés ouvertement à la conférence de Kyoto mais ils s'abritaient le plus souvent sous le vocable d'ONG, qualificatif jusque-là réservé aux associations et aux organisations écologistes. Sur cette curieuse scène, les Américains étaient de très loin les plus nombreux et les mieux organisés, s'appuyant sur la « légitimité » de quelques sénateurs (républicains) tout dévoués à leur cause. Ils faisaient partie des quelque 3000 à 3500 « observateurs », dont le nombre était deux fois plus important que celui des membres des délégations officielles des 160 pays représentés à la conférence.

Les Européens se sont peu manifestés pour s'opposer au protocole de Kyoto. La France et le Forum atomique européen se sont beaucoup dépensés pour présenter le nucléaire comme une alternative aux énergies fossiles. Le président d'Electricité de France, Edmond Alphandéry, est venu en personne vanter les mérites d'une énergie qu'il est presque le seul à défendre dans l'Union européenne. Il est vrai que le nucléaire permet à la France de se présenter (involontairement) comme un « bon élève » de la lutte contre l'effet de serre.

Les opposants les plus virulents à un accord fort étaient - logiquement - les représentants des industries américaines les plus polluantes : charbon, pétrole et gaz, l'industrie automobile n'étant pas systématiquement associée aux lobbies dits « fossiles ». Leur action était menée en commun - à travers la très puissante Global Climate Coalition (GCC) ou l'Inter-

national Petroleum Institute/Environmental Conservation Association - ou individuellement, avec ou sans sénateurs en première ligne, affirmant haut et fort que les Etats-Unis ne ratifieraient jamais le protocole de Kyoto. Les syndicats (AFL-CIO) étaient venus à la rescousse pour brandir la menace d'une perte supposée de près de deux millions d'emplois.

Quant aux industriels japonais, ils étaient d'abord là pour montrer les efforts qu'ils déploient pour rendre leurs industries propres. Ils n'ont pas pour autant sauté de joie à la signature de l'accord et Shoichiro Toyoda, président de Toyota (un des « sponsors » de la conférence) et du Keidanren (principale organisation patronale japonaise) a jugé qu'il s'agissait d'un objectif « très strict » et qu'il faudrait « beaucoup de volonté » pour l'atteindre compte tenu du haut niveau d'efficacité énergétique du Japon.

A la différence des réunions précédentes, la plupart des industriels ont mis un bémol à leurs critiques sur le fondement scientifique de l'évaluation des changements climatiques. Ils ont évité aussi de s'afficher avec les représentants

des pays pétroliers, l'Arabie saoudite en tête, dont la croisade contre tout engagement contraignant était plus discrète à Kyoto qu'elle ne l'avait été à Genève dix-huit mois plus tôt et à Berlin en 1995. L'Australie charbonnière était ainsi presque plus présente que les pays du Golfe.

A Kyoto pourtant, impact médiatique aidant (CNN avait pris fait et cause pour un accord contraignant), les arguments avancés lors de la campagne de presse de la GCC aux Etats-Unis (13 millions de dollars) se sont retrouvés vite dépassés. La négociation avait pris un train d'avance. « *Lorsque les groupes industriels ont compris où se situait la vraie discussion, commente un des négociateurs européens, dont le rôle a été essentiel dans le bras de fer avec les Etats-Unis, tout était joué. Mais ils attendent la deuxième manche, en novembre à Buenos Aires, lorsqu'on discutera des mécanismes de marché.* »

\*AFP

13, place de la Bourse - 75002 Paris.  
Tél. : 01 40 41 46 65.

## Des industriels au Sénat

Dans un document intitulé *Oiling the machine* (mettre de l'huile dans les rouages), Greenpeace a décortiqué les contributions des industriels aux campagnes électorales américaines, aux candidats, aux fondations de plusieurs sénateurs, pratiquement tous républicains. Greenpeace fait aussi le lien entre la campagne lancée aux Etats-Unis pour faire échouer le sommet de Kyoto et le vote du 25 juillet 1997 au Sénat. Dans ce vote (95 voix contre zéro), le Sénat recommandait au gouvernement de ne pas signer un accord qui n'engagerait pas également les pays en développement, contrairement au « mandat de Berlin » accepté en 1995 par tous les pays dont les Etats-Unis. L'administration Clinton est passée outre.

Y. L.